



CONGO-RDC

Vers la révision des règles de navigation fluviale

Le ministre de l'Economie fluviale et des Voies navigables, Honoré Sayi, et le vice-Premier ministre chargé des Transports de la République démocratique du Congo (RDC), Jean-Pierre Bemba Gombo, ont décidé le 8 août à Kinshasa de renforcer la coopération entre les deux Etats et de réviser les conventions bilatérales en matière de sécurité fluviale.

Page 2

Une embarcation sur le fleuve Congo/Adiac



CHAN 2024

Le Congo tenu de battre le Nigeria



Les Diables rouges vont affronter, le 19 août, à Dar es Salam en Tanzanie les Super Eagles du Nigeria en match comptant pour la troisième journée de la phase de poules du Championnat d'Afrique des nations (Chan). Classés dans le groupe D, les Congolais ont glané 2 points à l'issue des duels de la deuxième journée.

Page 15

Editorial
Poursuivre

Page 2

CEMAC

La BEAC apporte un appui financier à la BDEAC

La Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) va recevoir un apport financier de 120 milliards de francs CFA de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC). L'accord y afférent a été signé le 11 août à Yaoundé au Cameroun par le gouverneur de la BEAC, Yvon Sana Bangui, et le président de la BDEAC Dieu-donné Evou Mekou.

Page 16



PARLEMENT

Approbation de la réorganisation de la gendarmerie nationale

Les membres du Sénat et de l'Assemblée nationale viennent d'approuver le projet de loi fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement de la gendarmerie nationale, à l'issue de leurs sessions respectives ordinaires clôturées le 13 août.

Page 3

ÉDITORIAL

Poursuivre

Ne nous voilons pas la face : les dernières sorties des Diables rouges n’ont pas été convaincantes. Après l’échec cuisant aux éliminatoires de la Coupe d’Afrique des nations, il n’y a plus rien à espérer d’une éventuelle qualification à la Coupe du monde. La sélection nationale accuse un grand retard non seulement en termes de points perdus mais aussi du nombre de matches déjà joués.

Au lieu de tout laisser tomber au vu de cette position inconfortable nous devons au contraire bâtir des stratégies susceptibles de sortir notre équipe fanion du tunnel du néant dans lequel elle est plongée depuis plusieurs années. Ce qui est certain, le débat est lancé et les propositions ne manqueront pas de fleurir.

En revanche, ceux qui militent pour le retrait des Diables rouges des éliminatoires de la Coupe du monde ne font pas un bon choix. Le football nous enseigne avant tout le fair-play. Même si la messe semble dite pour notre sélection, poursuivre cette campagne a un double avantage. Le Congo se mettra à l’abri de lourdes amendes et l’équipe a le temps de travailler la cohésion.

De ce fait, les matches restants sont indispensables pour optimiser la préparation pour les compétitions à venir comme les éliminatoires de la CAN 2027. Attendu que le Congo a toujours éprouvé de sérieuses difficultés à se montrer régulier lors des matches amicaux internationaux comptant pour la journée Fifa alors que ces joutes s’inscrivent dans le processus d’entraînement physique et tactique.

Mettons à profit les dernières rencontres pour bâtir une équipe cohérente car tel est le prix à payer pour développer les réflexes de gagners. Qui sait si l’avenir ne nous réserve pas de bonnes surprises ?

Les Dépêches de Brazzaville

SÉCURITÉ FLUVIALE

Brazzaville et Kinshasa s’engagent à réviser les règles de navigation

Le vice-Premier ministre et ministre des Transports de la RDC, Jean-Pierre Bemba Gombo, et son homologue du Congo, Honoré Sayi, ont convenu le 8 août à Kinshasa de renforcer d’urgence la coopération en matière de sécurité fluviale et de lancer la révision des conventions bilatérales, après le récent chavirement d’une embarcation entre les deux villes.

Face à la gravité des incidents sur le fleuve Congo et aux vies humaines perdues lors du dernier accident, Kinshasa et Brazzaville ont engagé des discussions à haut niveau pour améliorer la sécurité de la navigation entre les deux capitales. Les entretiens entre Jean-Pierre Bemba Gombo et Honoré Sayi ont porté sur le récent chavirement d’un canot rapide reliant Brazzaville à Kinshasa, un accident qui a fait plusieurs victimes et gardé des familles dans l’attente d’informations précises. Le ministre Honoré Sayi a exprimé sa solidarité avec les familles endeuillées et indiqué que « les services des assurances sont en train de travailler pour tenter de réparer ce qui est arrivé et de soulager la douleur des familles éprouvées ». Il a ajouté que sa visite visait non seulement à témoigner de la compassion de Brazzaville, mais aussi à coordonner les mesures à prendre pour éviter de tels drames à l’avenir. Les deux ministres ont insisté sur la nécessité d’intensifier la coopération transfrontalière et de réviser les conventions bilatérales actuelles, cer-

taines datant de 20 à 25 ans. Ils ont convenu de mettre la Commission internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha (Cicos) au cœur du processus. La Cicos devra intervenir pour « revisiter » les accords existants, proposer des normes communes et piloter la mise en place d’un cadre modernisé de navigation intérieure. Parmi les mesures évoquées figurent la définition des modèles d’embarcations les plus appropriés pour les traversées, les conditions de mise à l’eau et les normes de sécurité à appliquer. Ils ont annoncé la mise en place d’une commission mixte qui devra définir le calendrier et le périmètre de la révision des conventions et proposer des mesures opérationnelles. En rappel, le 22 avril dernier, un canot rapide qui liait Brazzaville à Kinshasa a chaviré. L’embarcation transportait seize personnes ; au moins cinq d’entre elles figuraient parmi les personnes portées disparues, selon les premières informations. Au nombre des victimes figurent quatre Congolais de Kinshasa et un ressortissant de Brazzaville.

Fiacre Kombo

<i>Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)</i> Site Internet : www.brazzaville-adiac.com DIRECTION Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Conseillère de direction : Raïssa Angombo RÉDACTIONS Direction des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout RÉDACTION DE BRAZZAVILLE Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina, Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya Grand reporter : Nestor N’Gampoula Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO : Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)	RÉDACTION DE POINTE-NOIRE Chef d’agence : Victor Dosseh Rédacteur en chef : Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34 RÉDACTION DE KINSHASA Direction de l’Agence : Ange Pongault Chef d’agence : Nana Londole Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali Coordonnateur : Alain Diasso Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200 SECRETARIAT DE REDACTION Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo Chef de service : Clotilde Ibara Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi PAO – MAQUETTE Chef de service PAO : Eudes Banzouzi Chef de service : Cyriaque Brice Zoba Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff INTERNATIONAL Direction : Bénédicte de Capèle	Adjoint à la direction : Christian Balende Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole ADMINISTRATION - FINANCES Direction : Kiobi Abira Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo Chef de service Audit : Arcade Bikondi, , Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny PUBLICITÉ ET DIFFUSION Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL Direction : Guillaume Pigasse Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat LOGISTIQUE ET SECURITE Direction : Gérard Ebami Sala Adjoint à la direction : Elvy Bombete Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS Direction : Emmanuel Mbengué Assistante : Dina Dorcas Tsoumou	Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguét Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara. LIBRAIRIE LES MANGUIERS Responsable : Émilie Moundako Éyala Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO Responsable : Maurin Jonathan Mobassi Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma CENTRE DE REFLEXION SUR L’INTEGRATION REGIONALE Direction : Emmanuel Mbengué ADIAC Agence d’Information d’Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64 Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault *Journal imprimé dans les presses de l’Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com
--	---	---	--

FORCE PUBLIQUE

Le Parlement approuve la réorganisation de la gendarmerie nationale

Au nombre des affaires adoptées par l'Assemblée nationale et le Sénat, au cours de leurs sessions ordinaires qui se sont achevées le 13 août à Brazzaville, on compte la loi fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement de la gendarmerie nationale.

Une des composantes de la force publique depuis 2001, la gendarmerie nationale est régie par l'ordonnance n°5-2001 du 5 février 2001 portant sur son organisation et son fonctionnement. Selon l'exécutif, cette ordonnance prise dans un contexte de sortie de crise ne cadre plus avec la donne sécuritaire et organisationnelle. D'où la nécessité de réorganiser cette institution en la dotant d'une nouvelle architecture juridique susceptible de lui permettre de remplir avec efficacité ses missions.

Défendant le projet de loi devant les deux chambres du Parlement les 12 et 13 août, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, a rappelé qu'en matière de sécurité, la recherche de l'efficacité passe par l'adaptation de l'organisation des structures aux conditions de terrain. Le gouvernement s'est engagé, a-t-il souligné, à réorganiser la gendarmerie nationale

en raison de son rattachement au ministère chargé de la Sécurité et en tenant compte de la nouvelle physionomie de la délinquance. En effet, la nouvelle loi adoptée apporte quelques innovations dans la mesure où elle permet une meilleure employabilité des unités de la gendarmerie nationale sur toute l'étendue du territoire avec l'affirmation des fonctions et des spécificités de chaque composante. Elle permet également de mieux adapter l'emploi des unités de la gendarmerie nationale par les autorités administratives. L'autre innovation apportée n'est pas la moindre. Le retrait de la garde républicaine du nouveau texte de loi est aussi l'un des éléments principaux de la réorganisation de la gendarmerie nationale, voulue par le gouvernement qui veut en faire un organe spécifique comme la Direction générale de la sécurité présidentielle. Ainsi, délestée, la gendarmerie nationale devrait, avec plus



d'efficacité s'occuper strictement des missions de sécurité intérieure.

La gendarmerie nationale est une force de sécurité intérieure à statut militaire, un statut dévolu aux Forces armées congolaises (FAC). A la différence des FAC qui s'occupent de la défense du territoire spécifiquement, la gendarmerie s'occupe de la sécurité intérieure au même titre que la police nationale. Cependant, elle

peut être appelée à la défense du territoire en cas de besoin. D'où son statut militaire, a justifié le ministre. En effet, la gendarmerie et la police nationales ont les mêmes missions au plan de la police administrative et de la police judiciaire. La différence est que la gendarmerie nationale s'occupe en plus des missions de police militaire.

Notons que la 9e session ordinaire de l'Assemblée na-

tionale a permis aux députés d'adopter vingt-sept des trente-deux affaires reçues sur leur table. Du côté du Sénat qui tenait sa 4e session ordinaire, vingt-quatre affaires ont été examinées et adoptées sur les vingt-six. Parmi les textes de lois votés, il y a quatorze ratifications dont huit approbations, trois conventions, un accord, trois contrats de partage.

Parfait Wilfried Douniama

PRÉSIDENTIELLE 2026

Les jeunes de Nkeni-Alima sollicitent la candidature du chef de l'Etat

Réunis au sein d'une association dénommée « Jeunesse Espace Nkény-Alima », les jeunes ressortissants de ce nouveau département ont invité le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, à faire acte de candidature à l'élection présidentielle de mars 2026, lors d'une assemblée générale constitutive tenue à Brazzaville le 11 août.

« (...) considérant que le président de la République, son excellence Denis Sassou N'Guesso, accorde une attention particulière et un attachement inconditionnel à l'épanouissement des jeunes, nous, membres de la Jeunesse de l'espace Nkény-Alima, réunis en assemblée générale constitutive ce jour, invitons son Excellence Denis Sassou N'Guesso, chef de l'Etat, à faire acte de candidature », relève la déclaration des jeunes.

Ils ont, par ailleurs, salué le président de la République pour la création de



leur département, et se sont engagés à l'accompagner dans l'exécution

de son projet de société : « Ensemble, poursuivons la marche ».

Au cours de leur assemblée constitutive, les jeunes de Nkény-Alima

ont mis en place le bureau exécutif de leur association. Présidé par Mbossa Ossebi, ce bureau est composé de seize membres. Stève Arold Oko a été élu secrétaire général de l'association. L'assemblée générale a aussi élu la commission de contrôle et d'évaluation de leur organisation composée de six membres et adopté le programme de leur structure. Celui-ci est centré sur le développement des activités économiques en milieu jeune conformément aux objectifs de l'association.

Firmin Oyé



— VISITEZ LE — MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

L'ART

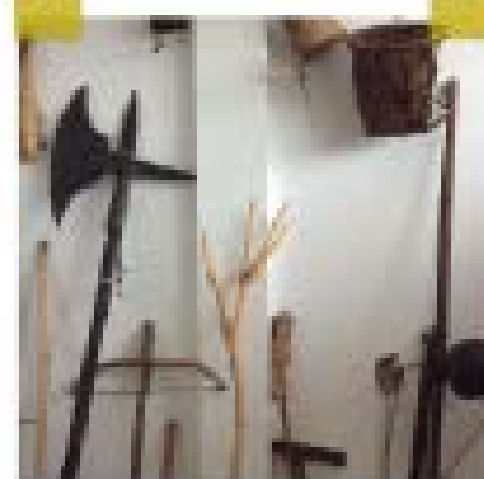
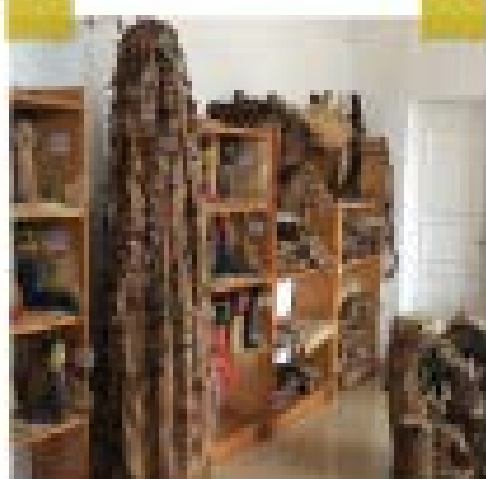
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

Expositions et projections :

- ✓ Sculptures
- ✓ Peintures
- ✓ Céramiques
- ✓ Musique

Horaires d'ouvertures :

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

DÉMOCRATIE EN RECUL, MAIS CITOYENNETÉ ACTIVE

Le paradoxe politique africain

72 % des électeurs africains ont voté lors des dernières élections nationales.

Ce chiffre, issu du dernier rapport Afrobaromètre 2025, pourrait surprendre dans un contexte où les coups d'État militaires, les répressions d'opposition et les remises en cause des constitutions se multiplient sur le continent. Mais l'étude nuance : le vote n'est plus l'unique forme de participation politique. L'Afrique, loin d'être apathique, vit une transformation de sa citoyenneté. « La démocratie recule, mais les Africains ne se taisent pas », résume un analyste d'Afrobaromètre.

Une démocratie institutionnelle fragilisée

Basée sur plus de 50 000 entretiens dans 39 pays, l'étude révèle un recul significatif de la perception des libertés individuelles. Depuis 2011, la confiance dans les institutions démocratiques s'effrite. La confiance dans les partis au pouvoir a chuté de 15 points entre 2011 et 2023, et celle envers les partis d'opposition a diminué de 7 points. Exemple frappant : au Burkina Faso, la proportion de citoyens engagés dans un parti politique a plongé de 45 points en 12 ans.

Une citoyenneté plurielle, en mutation

Malgré ces signes de désillusion, 94 % des répondants affirment avoir participé à au moins une forme d'acti-

vité politique - au-delà du vote. Parmi les dix formes de participation étudiées : manifestations, réunions communautaires, discussions publiques, pétitions, ou encore implication dans des associations. « Les Africains participent autrement. Par les réseaux sociaux, dans la rue, dans les mosquées, à travers les ONG », note une sociologue du centre d'études citoyennes de Dakar. Le Sénégal, le Lesotho et le Niger se distinguent par des niveaux élevés d'engagement civique, tandis que la Tunisie figure parmi les pays où la participation politique est la plus faible.

Liberté d'expression : un paradoxe persistant

Autre donnée surprenante

: 69 % des Africains interrogés se disent confiants dans leur capacité à s'exprimer librement, même si les régimes en place restreignent de plus en plus les médias, la société civile et les libertés numériques. Cette résilience, expliquent les chercheurs, traduit une culture politique en mutation : moins institutionnelle, plus informelle, plus décentralisée.

Lecture stratégique et politique

Dans un contexte géopolitique marqué par le recul de l'influence occidentale et la montée de nouveaux acteurs (Chine, Russie, Turquie), la transformation de la participation politique africaine invite à repenser

les leviers d'appui à la gouvernance démocratique. « Il ne suffit plus de financer des élections. Il faut investir dans la culture du dialogue et les espaces de débat citoyen », insiste un diplomate européen à Addis-Abeba.

Le rapport Afrobaromètre 2025 dresse un constat ambivalent : la démocratie recule sur le plan institutionnel, mais la participation politique se diversifie et se renforce dans les pratiques quotidiennes. Une Afrique civique, déterminée à faire entendre sa voix, même dans des régimes autoritaires. Le défi désormais : canaliser cette énergie citoyenne sans la décourager, ni la réprimer.

Noël Ndong

CAMEROUN

Emmanuel Macron reconnaît une « guerre » coloniale, un geste mémoriel aux implications diplomatiques

C'est un mot que l'on n'avait encore jamais entendu dans la bouche d'un président français au sujet du Cameroun : « guerre ».

Dans un courrier officiel adressé au président Paul Biya, Emmanuel Macron a reconnu que la France avait mené une « guerre » contre les mouvements indépendantistes camerounais, avant et après l'indépendance de 1960. Une formulation lourde de sens, qui vient acter un changement de ton historique, sans pour autant régler tous les enjeux mémoriels, juridiques ou géopolitiques liés à ce passé longtemps occulté. « Il me revient d'assumer aujourd'hui le rôle et la responsabilité de la France dans ces événements », a indiqué le président français. Cette reconnaissance s'appuie sur un rapport d'historiens de plus de 1000 pages, dirigé par l'historienne Karine Ramondy. Le document met en lumière une répression systémique, menée principalement contre l'Union des populations du Cameroun (UPC), qui aurait fait des dizaines de milliers de vic-

times entre 1955 et 1961.

Un geste mémoriel calibré

Cette démarche s'inscrit dans une politique de mémoire active impulsée par Emmanuel Macron, à la suite de précédents travaux sur l'Algérie et le Rwanda. Mais ici, le dossier camerounais - longtemps relégué aux marges du débat public - prend une dimension inédite. En reconnaissant que la guerre s'est poursuivie au-delà de l'indépendance, avec le soutien français au régime d'Achille Ahidjo, Emmanuel Macron rompt avec le récit traditionnel d'une décolonisation achevée en 1960.

Entre mémoire, influence et repositionnement

Au-delà du devoir de mémoire, cette reconnaissance intervient dans un contexte géopolitique tendu pour la France en Afrique. Le retrait progressif de ses forces du

Sahel, la montée en puissance d'acteurs concurrents (Russie, Chine, Turquie), et la défiance croissante de plusieurs sociétés africaines obligent Paris à réajuster sa diplomatie. Dans ce cadre, l'Afrique centrale, historiquement francophile, apparaît comme une zone-clé pour le redéploiement économique et stratégique français. Le Cameroun, avec ses ressources naturelles (cacao, pétrole, bois, gaz naturel...), sa stabilité relative et son rôle régional de pivot, devient un partenaire clé pour un redéploiement stratégique en Afrique centrale. Le 237 reste un partenaire économique crucial, avec des échanges bilatéraux franco-camerounais avoisinant 1,1 milliard d'euros en 2024. « Le rapport va nous permettre de continuer à bâtir l'avenir ensemble. », a déclaré Emmanuel Macron.

Un geste sans réparations... pour l'instant

Du côté camerounais, les réactions restent mesurées. Mathieu Njassep, président de l'Asvecam (Association des vétérans du Cameroun), déclare : « C'est un pas important. Mais nous attendons plus. La France peut payer des réparations. Elle a détruit des villages, des routes... ». Le courrier d'Emmanuel Macron n'évoque pas les réparations, un point sensible qui pourrait ressurgir dans les mois à venir, notamment sous forme de revendications diplomatiques ou juridiques.

Des archives pour restaurer la confiance

Emmanuel Macron propose la création d'un groupe de travail bilatéral chargé de faciliter l'ouverture des archives françaises. L'objectif : permettre aux historiens d'approfondir les recherches, documenter les violences, et construire une mémoire partagée. Plusieurs épisodes ont été mentionnés

L'opération d'Ekité (31 décembre 1956), l'exécution de leaders indépendantistes comme Ruben Um Nyobè et Paul Momo [de son vrai nom Paul Tchoumbou], a été tué en novembre 1960 à Bahouan, l'assassinat à Genève de Félix-Roland Moumié [3 novembre 1960], que Emmanuel Macron considère non élucidé, faute d'éléments dans les archives.

Une mémoire à co-construire

Le rapport insiste sur le fait que l'indépendance du Cameroun n'a pas rompu les liens d'influence entre Yaoundé et Paris. L'actuel président Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, fut un collaborateur direct d'Achille Ahidjo, premier chef d'État camerounais soutenu par la France. La reconnaissance d'aujourd'hui résonne donc dans un contexte politique tendu, à deux mois de l'élection présidentielle prévue pour octobre 2025.

N.Nd.



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS
AMI N° 15/MASSAH/UGP-PSIPJ/2025
POUR LE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT (RMA) DE L'UNITE DE GESTION DU PROJET DE PROTECTION SOCIALE ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES

I.Contexte

Dans le souci d'atténuer les risques du COVID-19 sur les conditions de vie des ménages, le Gouvernement a négocié et obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement, Groupe Banque mondiale, en juillet 2020, un financement initial de 50 millions USD pour le Projet Lisungi de Réponse d'Urgence à la COVID-19 (PLRUC). Puis, en juin 2022, le Gouvernement a obtenu, pour le même projet, un financement additionnel d'un montant de 83 millions USD. Le PLRUC est placé sous la tutelle du Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MASSAH). En mars 2024, le projet PLRUC a changé de nom et se dénomme désormais « Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) ».

Dans le cadre de la mise en œuvre du PSIPJ, il est prévu le recrutement d'un Responsable des Mesures d'Accompagnement (RMA) pour l'Unité de Gestion du Projet.

II.Description des tâches

Le Responsable des Mesures d'Accompagnement (RMA) a pour mission de superviser la mise en œuvre des mesures d'accompagnement des transferts monétaires auprès des bénéficiaires du projet. Il est placé sous l'autorité directe du Coordonnateur du Projet, à qui il rend compte de ses activités. Il travaille en étroite collaboration avec tous les autres membres de l'Unité de Gestion du Projet (UGP). Plus spécifiquement, il s'agira de :

- Elaborer et veiller à la mise en œuvre de la stratégie de mise en œuvre des mesures d'accompagnement des transferts monétaires du Projet,
- Elaborer un plan de travail annuel pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement du projet,
- Superviser la conception et l'élaboration des

outils de suivi des indicateurs de performance en matière de mise en œuvre des mesures d'accompagnement du Projet,

- S'assurer que l'ensemble des thématiques prévues dans les documents du projet sont couvertes par les outils d'information, de communication et de formation conçus, et que ces outils sont adaptés aux personnes adultes ;
- Contribuer à la conception et veiller à la bonne utilisation des outils de communication et matériels de travail ;
- Elaborer trimestriellement à bonne date les rapports de mise en œuvre du programme de mesure d'accompagnement ;
- Répondre à toute demande de données sur le Projet émanant du Gouvernement, de la Banque Mondiale ou d'autres partenaires en matière sociale ;
- Participer à l'élaboration du Plan de Travail et de Budget Annuel (PTBA) en définissant les besoins en matière de mobilisation communautaire et mesure d'accompagnement et, veiller à leur réalisation ;
- Elaborer les plans de travail opérationnels trimestriels du poste de Responsable Mesures d'Accompagnement.

III.Qualifications et Profil du Candidat

Le Responsable des Mesures d'Accompagnement (RMA) devra avoir le profil et les qualifications ci-après :

- Être titulaire d'un Master (Bac +5) en Sciences sociales, administration, droit, économie, planification, ingénierie, suivi-évaluation ou domaine équivalent
- Avoir au moins 5ans d'expérience dans le domaine de la mobilisation communautaire, développement communautaire ou renforcement des capacités au niveau communautaire ou accompagnement des ménages dans le cadre des programmes d'autonomisation éco-

nomique ou renforcement de la résilience ;

- Avoir des connaissances dans le suivi-évaluation des projets de développement ;
- Avoir une connaissance des programmes de transferts sociaux serait un atout ;
- Avoir la maîtrise du français ;
- Avoir la capacité de travailler sous pression, avec un sens aigu de l'intégrité et des relations interpersonnelles.

IV.Durée et lieu de la mission

La durée du contrat est de 12 mois à temps plein à partir de la prise de service avec une période d'essai d'un mois. Le contrat pourra être renouvelé pendant la durée du projet, en fonction de la performance.

Le Responsable des Mesures d'Accompagnement (RMA) résidera à Brazzaville avec possibilité de déplacement dans les zones interventions du projet.

V.Constitution du dossier de candidature

Les candidats intéressés devront soumettre un dossier de candidature comprenant :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du Projet ;
- Un curriculum vitae (CV) détaillé ;
- Une copie légalisée du diplôme minimum requis et/ou d'autres diplômes spécifiques ;
- Les copies des certificats, attestations et / ou des contrats de travail des précédents employeurs.

NB : Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront pris en compte. Les candidats sont encouragés à produire le maximum de preuve pour étayer leur candidature.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de ladite mission, tous

les jours ouvrables de 8 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

VI.Méthode de sélection

La sélection du candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque Mondiale (édition de juillet 2016, révisée en novembre 2017, Août 2018, novembre 2020 et septembre 2023).

Le processus comportera deux (2) phases : (i) une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats qualifiés ; (ii) une phase d'interview des candidats présélectionnés sur la liste restreinte. Seul(e)s candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

Les dossiers de candidature devront être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires dont un original ou envoyés par voie électronique aux adresses ci-dessous au plus tard le 28 août 2025 à 16h 00, à l'attention du Coordonnateur du projet PSIPJ et porter clairement la mention « Recrutement du Responsable des Mesures d'Accompagnement (RMA) »

Cellule Passation de Marchés
A l'attention du Coordonnateur
Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ).
Adresse : Foret patte d'oie, derrière le tennis club, ex-siège du projet Lisungi, Brazzaville.

Adresse électronique : cpm@psipj.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur p/i,
Guy Fulgence MBENGUE



RECRUTEMENT

Le complexe Bio-médical **Celsius PRO** spécialisé dans l'Imagerie médicale, Analyses médicales, Echo-Cardiologie, Panoramique dentaire, Stomatologie, recherche des spécialistes (H/F) diplômés et inscrits à l'ordre des médecins ou en cours d'inscription :

- Médecins généralistes (3)
- Cardiologues (3)
- Gynécologues (3)
- Pédiatres (3)

Informations complémentaires

Type de contrat : Contrat de travail à temps partiel avec rémunération à l'acte médical (Pourcentage à déterminer)
Heures d'ouverture du lundi à vendredi : de 7H00 à 18H
Heures d'ouverture samedi : de 8H00 à 14H00

Détail de l'offre.

Expérience professionnelle souhaitée : Minimum 3 ans
Mise à disposition de locaux et équipements du centre selon accord

Dossier de candidature :

Lettre de motivation ;
Curriculum vitae.

Dépôt des candidatures :

Merci d'envoyer votre dossier à l'adresse suivante : celsiuspro7@gmail.com

Ou

Déposer physiquement au centre à l'adresse :

676 Rue Mayombe – Plateau des 15 ans Moungali - Brazzaville

Date limite : 30 août 2025



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)





PROJET DE CREATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES INCLUSIVES ET RESILIENTES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

UNITE DE GESTION DU PROJET

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS AMI N°003/MEPIR/PROCLIMAT/UGP-SPM

Recrutement d'un consultant international individuel chargé de l'évaluation institutionnelle de l'Agence Congolaise de la Faune et des Aires Protégées (ACFAP) et des ONG cogestionnaires des 4 aires protégées : le Parc National Ntokou Pikounda, le Parc National Conkouati-Douli, la Réserve Naturelle de Gorilles de Lésio Louna et le Sanctuaire de Gorilles de Lossi

1.Contexte

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de la Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD) un prêt d'un montant de 70 millions USD et d'un don d'un montant de 12 millions USD du Partenariat mondial pour les paysages durables et résilients (PROGREEN), soit un total de 82 millions USD, pour la mise en œuvre du Projet de création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat Congo - P 177786). Le ProClimat a aussi bénéficié d'un financement additionnel de 50 millions USD de la part de l'IDA. La durée du Projet est de cinq (5) ans. Une partie de ces fonds serviront à effectuer le paiement au titre du contrat suivant : « consultant international individuel chargé de l'évaluation institutionnelle de l'Agence Congolaise de la Faune et des Aires Protégées (ACFAP) et des ONG cogestionnaires des 4 aires protégées : le Parc National Ntokou Pikounda, le Parc National Conkouati-Douli, la Réserve Naturelle de Gorilles de Lésio Louna et le Sanctuaire de Gorilles de Lossi ».

2.Objectifs de la mission

L'objectif est d'évaluer la capacité institutionnelle actuelle de l'Agence Congolaise de la Faune et des Aires Protégées (ACFAP) et des ONG cogestionnaires des 4 aires protégées, appuyées par le ProClimat.

- Au niveau national, il s'agit de l'Agence Congolaise de la faune et des Aires protégées (ACFAP).
- Au niveau local, il s'agit des 4 ONG chargées de la cogestion des 4 aires protégées appuyées par le ProClimat (World Wide Fund for Nature - WWF pour le Parc National de Ntokou Pikounda, Noé pour le Parc National Conkouati-Douli, Aspinall Foundation pour la Réserve Naturelle de Gorilles de Lésio Louna et African Parks pour le Sanctuaire de gorilles de Lossi).

L'évaluation devra porter sur la capacité actuelle de ces 5 structures à gérer efficacement et en toute sécurité leurs responsabilités en matière d'application de la législation nationale sur la protection de l'environnement ainsi que la loi sur la faune et les aires protégées et de respecter les exigences du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale.

3.Profil du Consultant(e)

Le Consultant international individuel devra justifier du profil ci-après :

- Être titulaire d'au moins d'un BAC + 5 en sciences sociales, développement rural, sociologie, conservation, ressources naturelles, anthropologie ou équivalent ;
- Avoir à minima 8 ans d'expérience professionnelle ;
- Avoir une expérience pratique en activités de conservation ou de gestion des ressources, ou de développement social, rural et communautaire dans la région ;
- Avoir une expérience formelle dans l'évaluation, le renforcement des capacités ou la formation des forces paramilitaires ou d'autres agences similaires ;
- Avoir une connaissance des normes de référence et des protocoles de formation pour la gestion des aires protégées et la lutte contre le braconnage ;

- Avoir une expérience formelle avec les forces de sécurité paramilitaires ou autres forces de sécurité ou dans l'application des lois sur la faune ;
- Avoir une compétence dans l'élaboration et la mise en œuvre des procédures opérationnelles standard, protocoles ou des Codes de Conduites pour les forces de sécurité ;
- Capacité à travailler en Français ;
- Avoir une expérience dans le domaine du développement communautaire au niveau local.

4.Durée

Le Consultant fournira les services pendant la période maximale de 80 jours. La date de commencement des prestations est la date de notification par le client de commencer les prestations ou une autre période dont les parties pourraient convenir par écrit.

5.Processus de sélection

La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale de juillet 2016, révisé février 2025.

6.Dossiers de candidature

L'Unité de Gestion du ProClimat invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant une lettre de motivation, un curriculum vitae, des copies de diplôme, des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience. Ces manifestations d'intérêts doivent être déposés sous plis fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 29 août 2025 à 16H00, heure locale avec la mention : « Avis de recrutement d'un consultant international individuel chargé de l'évaluation institutionnelle de l'ACFAP et des ONG cogestionnaires des 4 aires protégées ».

Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront pris en compte. Les candidats sont encouragés à produire le maximum de preuve pour étayer leur candidature. Les candidats intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des Termes de Référence (TDRs) en envoyant un e-mail ou en se rendant à l'adresse indiquée ci-dessous, du lundi au vendredi, de 9 heures à 16 heures.

L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est : Projet de création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat), sur l'Impasse du Croisement Groupe Scolaire REMO et Avenue Maréchal LYAUTEY, Résidence Ex-Air Afrique, Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo,
Email : proclimatmarches@gmail.com/ proclimatcongo@gmail.com,
Tél. + 242 : 06 696 16 10/06 498 97 25/

Fait à Brazzaville, le 12 août 2025

Le Coordonnateur

Mexans Sosthène MAYOUKOU



65
1960
2025

75 Août
BONNE FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Ecoute - Qualité - Client
Tél: 8188 - 2030
Email: eqccongo@bgfi.com
www.groupebgfibank.com



BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir

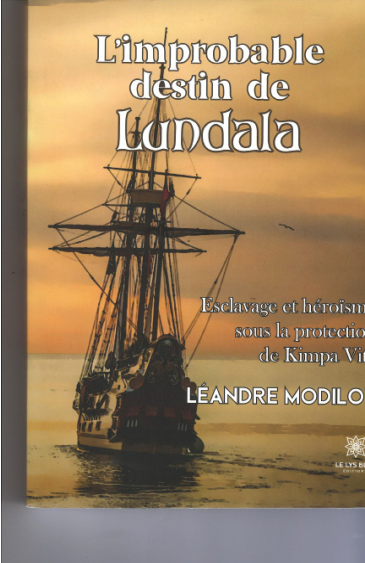


**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

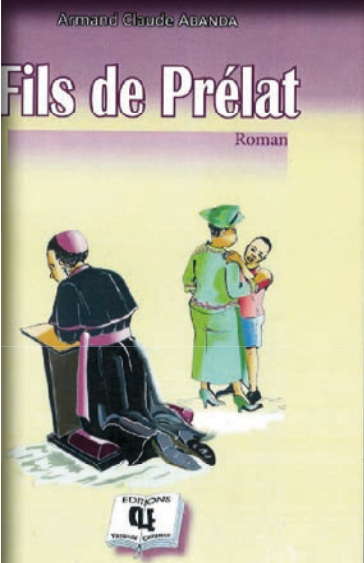
EN VENTE



ÉMILE GANKAMA
À la vie bel hommage



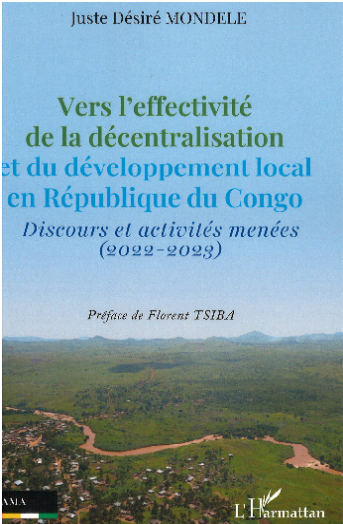
L'improbable destin de Londala
Esclavage et héroïsme sous la protection de Kimpa Vita
LÉANDRE MODILO



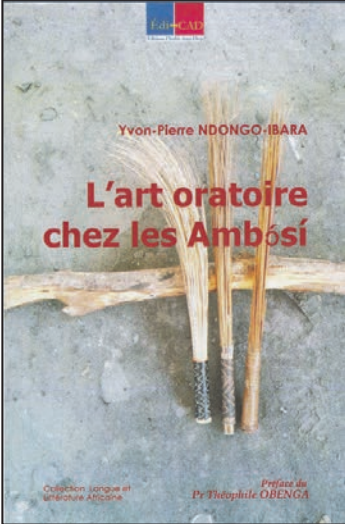
Armand Claude ABANDA
Fils de Prêlat
Roman



ÉMILE GANKAMA
TRIBALISTE TOI-MÊME !



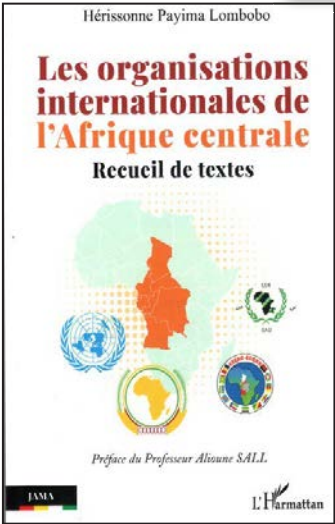
Juste Désiré MONDELE
Vers l'effectivité de la décentralisation et du développement local en République du Congo
Discours et activités menées (2022-2023)
Préface de Florent TSIBA



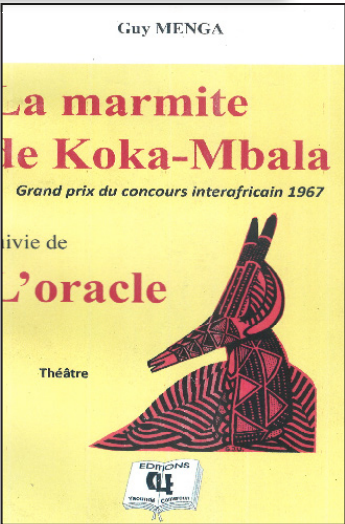
Yvon-Pierre NDONGO-BARA
L'art oratoire chez les Ambosí



Sarah, ma belle-cousine
Henri Djombo



Hérissonne Payima Lombobo
Les organisations internationales de l'Afrique centrale
Recueil de textes
Préface du Professeur Alioune SALL



Guy MENGA
La marmite le Koka-Mbala
Grand prix du concours interafricain 1967
Théâtre

FORUM INTERNATIONAL SUR LES VOIES DU NOUVEAU MONDE

Les participants prônent la rigueur informationnelle

Le forum international sur « Les voies du nouveau monde » ou « Voces del Nuevo Mundo », tenu au Teatro Teresa Carreno de Caracas, le week-end dernier, a été clôturé par le président de l'Assemblée nationale du Venezuela, Jorge Rodriguez, en présence du ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Yvan Eduardo Gil Pinto. Un communiqué final a sanctionné les travaux.

Le forum international, qui a réuni cent vingt journalistes de plusieurs organes de presse venus de différents pays du monde dont la République du Congo, avait pour but de créer un front commun pour l'équilibre mondial, en définissant les mécanismes de lutte contre le blocus médiatique et l'assaut communicationnel qui, souvent, compromettent la vérité, l'égalité et la paix. La lecture du communiqué final de ce forum a souligné que les peuples ont droit à la vérité, de la vivre, de la dire et de la connaître. C'est sur elle que se fondent les principes et valeurs fondamentaux de l'humanité, pour la paix et l'égalité, et sur sa force pour s'accorder avec le nouveau monde afin de former une alliance au service de la communication dans les pays du Sud.

« Aujourd'hui, depuis Caracas, nous, journalistes, communicateurs et chercheurs, engagés dans une pratique éthique, critique et responsable de tout travail visant à garantir une information véridique, actuelle et utile, que nous considérons tous comme l'une des grandes avancées de notre époque. Il nous faut atteindre cet objectif tant admiré et découvrir un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication. Ce nouvel ordre international, juste et multipolaire, réclamé par les journalistes et les communicateurs, n'offre non seulement l'opportunité d'être acteur de diverses batailles d'idées, avec l'engagement de promouvoir des alternatives dans les pays du Sud, avec une vision décolonisatrice pour combler le fossé de nos peuples, mais aussi



de disposer d'espaces et de rencontres expérimentales pour le débat et une transposition collective de la communication », ont déclaré les journalistes dans leur communiqué final. En effet, il est nécessaire qu'un membre de la communauté journalistique se fasse le porte-parole de la communication dans les pays du Sud. Il sera en communication constante afin d'ouvrir la voie à la vérité et d'atteindre tous les coins du monde, de parvenir à la souveraineté et au respect de l'information, à la solidarité culturelle, à la dignité et au développement de l'identité des autres peuples et nations. C'est pourquoi les participants ont décidé de faire de la

diffusion de l'information un mode de vie, un service collectif. « Nous mettons en lumière le recours au mensonge, à la manipulation, à la désinformation et à toutes les pratiques qui encouragent la haine, la discrimination et la déshumanisation de nos peuples, parce que la vérité est un droit inaliénable, rien ne sert de mensonges ni de manipulation. Respecter la vérité, la liberté d'expression et le développement souverain et indépendant de nos peuples est un devoir pour nous, auquel nous nous consacrons, dans le cadre de nos activités journalistiques et de communication », ont déclaré les participants.

Diffuser des informations véridiques, un leitmotiv

En tant que journalistes et communicateurs, ils se sont engagés à diffuser des informations véridiques, à dénoncer les campagnes de désinformation et à être les porte-parole de la majorité. « ... Nous prônons la rigueur informationnelle, la créativité, la force de notre identité culturelle et la conscience de l'avenir. Nous construisons une action collective systématique et continue pour lutter contre les mouvements insurrectionnels, la tromperie, la manipulation et le contrôle de toute forme d'action numérique mondiale. L'Alliance des journalistes du Sud est née de plusieurs initiatives d'articulation et d'échange, de formations appro-

fondées, de création de notre propre défense des journalistes agressés et devenus la cible de guerres insurrectionnelles, et de la création de nouvelles générations », ont-ils poursuivi dans leur communiqué. Enfin, les journalistes participants à ce forum estiment que c'est un espace d'intégration d'idées et d'actions fondées sur la solidarité, le respect mutuel et la compréhension stratégique entre les peuples. Ils ont invité les professionnels des médias, les communicateurs et les journalistes à rejoindre cette alliance afin d'approfondir ce réseau communicatif et alternatif. Clôturant le forum, le président de l'Assemblée nationale du Venezuela, Jorge Rodriguez, a remercié tous les participants venus de partout et surtout pour être toujours présents pour la défense de la vérité et du peuple du monde. Il a dit également les remerciements du président de la République bolivarienne du Venezuela aux participants à ce forum international sur « Les voies du nouveau monde ». Il a condamné avec la dernière énergie tout ce qui se passe à travers le monde, et particulièrement le génocide en Palestine. Tout en demandant aux journalistes d'être toujours éveillés et de ne dire que la vérité, car la vérité libère. Il faut combattre la désinformation sous toutes ses formes. Notons que le forum international sur « Les voies du nouveau monde » a pris fin par une soirée de gala animée par les artistes de plusieurs groupes musicaux vénézuéliens.

Bruno Zéphirin Okokana



JOYEUSE FÊTE DE L'INDÉPENDANCE !

Chers Clients, Chères Clientèles,
En ce jour de célébration nationale, toute l'équipe des Établissements Paris Luxe est heureuse de vous présenter ses plus chaleureuses félicitations à l'occasion de la Fête de l'Indépendance de notre pays. Cette journée symbolise l'unité, la fierté et les valeurs qui nous rassemblent. C'est également l'occasion pour nous de vous exprimer notre profonde gratitude pour votre fidélité et votre confiance, qui nous permettent de grandir et d'innover chaque jour.
En cette période de réjouissances, nous vous souhaitons une excellente célébration, entouré(e)s de vos proches, dans la joie et la prospérité. Que cette fête nationale soit pour vous et vos familles un moment de bonheur et de réussite.
Merci de faire partie de notre histoire. Vive la nation, et longue vie à notre précieuse collaboration !
Avec toute notre considération,

L'Equipe Paris Luxe
L'excellence à La française



UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
**LITTÉRATURE
CLASSIQUE**
AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL POUR VOS MANIFESTATIONS

- ✓ Présentation des ouvrages
- ✓ Conférences-débats
- ✓ Dédicaces
- ✓ Emissions Télévisées
- ✓ Ateliers de lecture et d'écriture



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



10KM BRAZZA

La première édition aura lieu ce 17 août

Le 17 août, la capitale congolaise accueillera la première édition du « 10KM Brazza ». Une course pédestre de dix kilomètres, ouverte à tous, qui alliera sport, convivialité et découverte des monuments emblématiques de la ville.

Cet événement aura pour but de célébrer la diversité, favoriser le réseautage et inciter au dépassement de soi. Au-delà du défi physique, le 10KM Brazza veut inspirer les habitants à adopter un mode de vie plus actif et à s'approprier les espaces urbains autrement. L'événement se veut inclusif, réunissant des sportifs confirmés, des coureurs amateurs, des marcheurs, et des participants de tout âge. C'est aussi une vitrine pour la ville, mettant en valeur son patrimoine architectural et paysager.

En effet, le départ sera donné à 8h00, devant la Mairie centrale, face à la statue de l'abbé Fulbert Youlou. Les coureurs emprunteront un tracé soigneusement pensé pour mettre en valeur les richesses ar-

Maison Colibri

ORGANISE

10 KM BRAZZA

17 AOÛT 2025 08H

Départ Mairie centrale

MONTANT D'INSCRIPTION

2.500 FCFA

ADULTE

5.000 FCFA

PLUS D'INFORMATIONS AU

+242 06 483 43 66

+242 06 766 86 22

+33 7 80 85 50 11

SCANNEZ ET INSCRIVEZ-VOUS

chitecturales et culturelles de Brazzaville, notamment la Corniche, l'Institut français du Congo, le Palais des

congrès, l'Enam, jusqu'à la célèbre Tour Nabemba. Plusieurs animations seront proposées tout au long du parcours offrant ainsi aux participants une atmosphère festive et motivante. Athlètes professionnels, passionnés de course ou simples marcheurs, chacun pourra trouver sa place dans ce rendez-vous qui se veut accessible à toutes les générations.

Pour les organisateurs, il s'agit d'un véritable rendez-vous avec soi-même, une occasion de marquer en actes ses engagements personnels pour l'année en cours. « Il est temps d'être solution. Cette marche, c'est l'occasion de se mettre en mouvement, de s'engager et de montrer que la jeunesse congolaise et africaine a un rôle moteur dans la transformation

de notre société », a déclaré Derrick Kadza, CEO de la Maison Colibri.

Pour rappel, le « 10KM Brazza » est porté par la Maison Colibri, un think tank citoyen qui agit comme une fabrique d'idées et d'engagements pour la jeunesse. Elle œuvre pour la transformation sociale et l'épanouissement de la jeunesse africaine. Inspirée par la légende du colibri, cette structure milite pour que chaque individu, à son échelle, apporte sa part au changement. Ses six valeurs sont l'humilité, audace, empathie, créativité, engagement et impact du potentiel de la jeunesse africaine. Aussi, l'organisation entend inscrire cet événement dans la durée comme un rendez-vous sportif et citoyen majeur de Brazzaville.

Merveille Jessica Atipo

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

✓ Présentation des ouvrages

✓ Conférences-débats

✓ Dédicaces

✓ Emissions Télévisées

✓ Ateliers de lecture et d'écriture

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi 9H-17H

Samedi 9H-13H

Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo



Projet de Renforcement de l'Adéquation Formation-Emploi « MOSALA »

SERVICES DE CONSULTANT

Avis à Manifestation d'Intérêt n°CG 1193 01 F / 001.

SELECTION D'UN BUREAU D'ETUDES POUR LA REALISATION DES ETUDES ARCHITECTURALES, D'INGENIERIE ET LA SUPERVISION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES SIEGES DU FONEA, DE L'ACPE ET DE LA DGFQE A BRAZZAVILLE ET DOLISIE, ET DE LA CONSTRUCTION DE DEUX (2) A TROIS (3) MAISONS DEPARTEMENTALES DE L'EMPLOI A POINTE-NOIRE ET A OUESSO.

1. Contexte et objet

Le Ministère de la Jeunesse et des Sports, de l'Education Civique, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi (MJSECFQE) a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (l'AFD) et de l'Union Européenne, et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre du Projet de renforcement de l'adéquation formation-emploi « MOSALA ».

Les Services des Candidats auront pour objet :

- Etudes architecturales, d'Ingénierie et la supervision des travaux de réhabilitation des Sièges du FONEA, de l'ACPE et de la DGFQE à Brazzaville et Dolisie et de construction de deux (2) à trois (3) Maisons départementales de l'emploi à Pointe-Noire (2 maisons dont une pour l'ACPE et l'autre pour le FONEA) et Ouessou.

Cet Appel à Manifestation d'Intérêt s'adresse aux :

- * Bureaux d'études
- * Consultants individuels
- * ONG
- * ONG et bureau(x) d'études en Groupement.

L'objet du présent appel à manifestation d'intérêt est de présélectionner des cabinets d'architecture et

bureaux d'études technique disposant des capacités nécessaires à la réalisation des prestations décrites ci-dessous. Compte tenu de la construction de bâtiment neuf, la présence au sein de l'équipe (mandataire ou cotraitant) d'un architecte régulièrement inscrit à l'ordre des architectes de la République du Congo est exigée.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des « Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers », disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures. Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres, ou

une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé. En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants. Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité d'experts dans plusieurs domaines pertinents au regard de la nature des services, etc.). A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- De l'ampleur des marchés ;
- De la nature des Services : études architecturales, d'ingénierie et supervision des travaux de réhabilitation et construction des bâtiments ;
- Du domaine et de l'expertise technique : capacités à mobiliser une équipe pluridisciplinaire - Architecte, Ingénieur Genie-civil, Technicien en Génie-civil, Projecteur métreur et Spécialiste en sauvegardes environnementales et sociales ;
- Du contexte géographique : expériences similaires dans la zone CEMAC.

Le Client examinera également la pertinence des Manifestations d'Intérêt au regard des critères suivants :

- Expérience professionnelle d'au moins 10 années dans la réalisation des études architecturales, d'ingénierie et de supervision des travaux de construction / réhabilitation des bâtiments ;
- Avoir réalisé au moins quatre (4) missions similaires au cours de cinq (5) der-

nières années avec satisfaction ;

- Avoir une bonne connaissance des zones d'exécution des travaux ;
- Clarté, cohérence et présentation du dossier de Manifestation d'intérêt des Candidats ;
- Être membre de l'ordre national des architectes du Congo ;
- Avoir un dossier administratif et fiscal complet à jour ;
- Qualité du dispositif d'appui mis en place par les Candidats sur des prestations similaires en particulier s'agissant des compétences et disponibilités internes en matière d'appui technique apporté aux experts mobilisés dans le pays de réalisation des Services.

La note de qualification est de 70 points sur 100.

2. Objet de la prestation

La prestation consistera à :

- Réaliser les études architecturales et d'ingénierie (Avant-projet sommaire (APS) et Avant-projet détaillé (APD) relatives à la réhabilitation des sièges du FONEA, de l'ACPE et de la DGFQE à Brazzaville et Dolisie et la construction de trois (3) maisons départementales de l'emploi à Pointe-Noire (2 maisons dont une pour l'ACPE et l'autre pour le FONEA) et Ouessou ;
- Procéder à l'ensemble des démarches administratives (dépôt du permis de construire etc.)
- Rédiger l'ensemble des pièces relatives à la consultation des entreprises de travaux (Dossier de consultation des entreprises (DCE) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)) ;
- Participer et appuyer la commission de passation des marchés pour le recrutement des entreprises devant réaliser les travaux de réhabilitation ou de construction des différents bâtiments ;
- Procéder au suivi et à la réception des travaux ainsi qu'à leurs réceptions provisoire et définitive.

Le MJSECFQE invite les consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les Services décrits ci-dessus.

Le MJSECFQE dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services.

Les Manifestations d'Intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, pour le 19 septembre 2025 à 12H00 (heure locale) avec la mention ; « AMIN° CG 1193 01 F / 001/ RECRUTEMENT D'UN CABINET D'ETUDES POUR LA REALISATION DES ETUDES ARCHITECTURALES, D'INGENIERIE ET LA SUPERVISION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES SIEGES DU FONEA, DE L'ACPE ET DE LA DGFQE A BRAZZAVILLE ET DOLISIE ET DE CONSTRUCTION DE DEUX (2) A TROIS (3) MAISONS DEPARTEMENTALES DE L'EMPLOI A POINTE-NOIRE, (2 MAISONS DONT UNE POUR L'ACPE ET L'AUTRE POUR LE FONEA) ET OUESSO ».

Ministère de la Jeunesse et des Sports, de l'Education Civique, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi

Cellule Internalisée du Projet MOSALA

Sise Gymnase Henri ELENDE

Rez de chaussée côté droit

Avenue des Jeux Africains

Brazzaville-CONGO,

Tel : +(242) 06 802 00 06 / 05 019 06 06

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus, aux heures suivantes : De 8H30 à 15 H00 (heure locale).

Ou par courriel à l'adresse suivante : projetmosala@gmail.com

Fait à Brazzaville

Le Point focal

Karine MOMBOULI

Mme Karine MOMBOULI

BRAZZAVILLE ACOUSTIQUE FESTIVAL

Rendez-vous ce 14 août pour la première édition

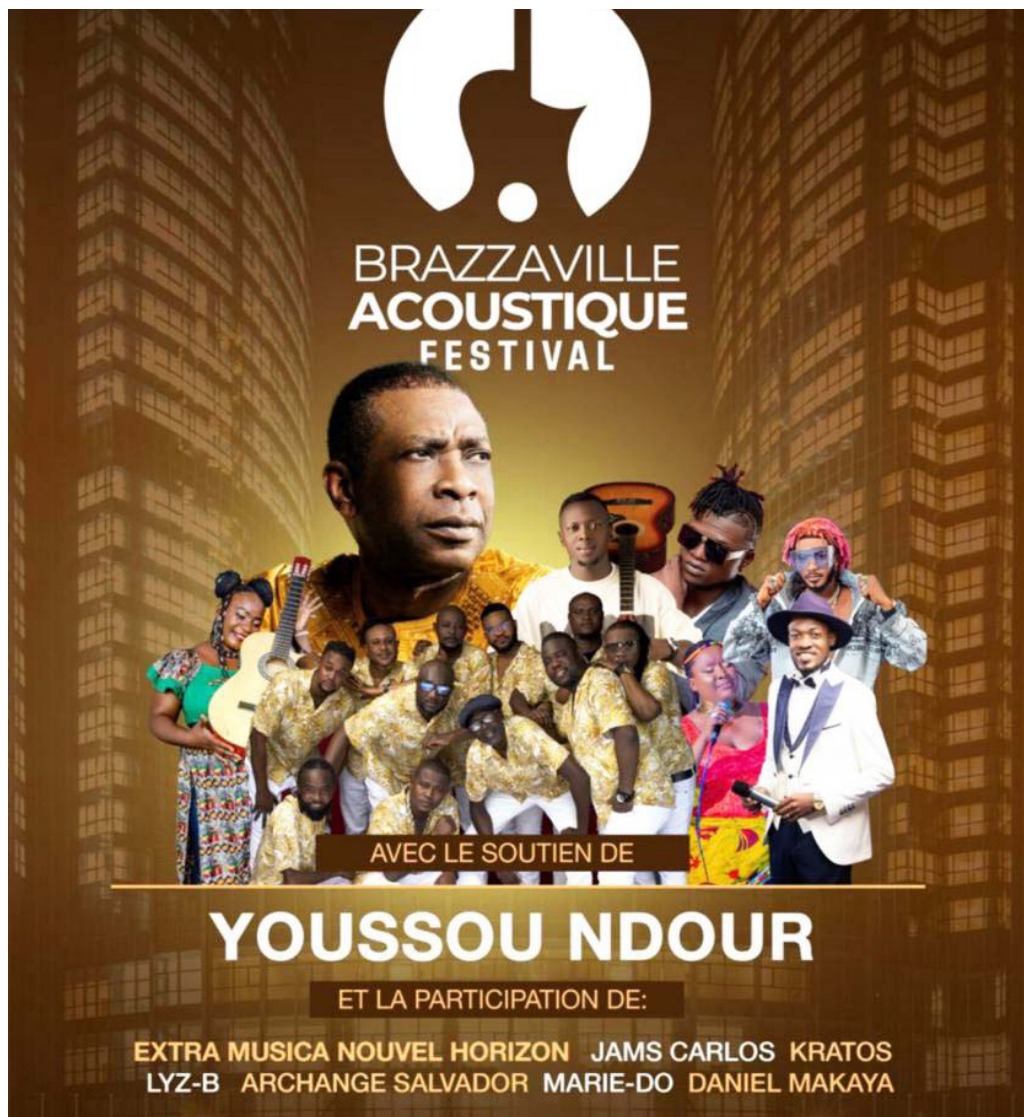
La capitale s'apprête à vibrer au rythme des sonorités et des saveurs d'un autre genre grâce au lancement ce 14 août de la première édition du festival Brazzaville acoustique.

Alors que la capitale congolaise est dans l'effervescence des festivités du 65e anniversaire de l'indépendance du Congo avec entre autres la tenue d'un événement sportif d'envergure et le défilé civil et militaire ; la culture, elle, ne reste pas en marge. Et c'est dans ce sillage que s'inscrit la première édition de Brazzaville acoustique festival, une soirée mémorable alliant culture et tourisme qui entend mettre en lumière, chaque année à la même période, les artistes congolais et aussi faire redécouvrir les paysages congolais et biens d'autres richesses.

Au programme de cette édition inaugurale, un show musical inédit à savourer en version acoustique de diverses sonorités au bord du majestueux fleuve Congo. L'occasion notamment de laisser s'exprimer le talent de jeunes artistes dont la créativité, l'imagination artistique est détonante. Avec pour invité d'honneur l'artiste sénégalais Youssou N'dour, on comptera au programme Extra musica nouvel horizon, Jams Carlos, Kratos, Lyz-B, Archange Salvador, Marie-Do.

En ce qui concerne le tourisme, le public est convié à un voyage culinaire, à la découverte de danses envoûtantes, des traditions et rites congolais. Ce, dans un élan de brassage et d'enrichissement. « Nous tenons absolument à vous compter au nombre de ces mélomanes, qui voudront certainement suivre les différentes prestations scéniques de ces jeunes talents et des supers stars », ont indiqué les organisateurs dans un communiqué. En parallèle, il est prévu 120 minutes de direct pour permettre aux internautes de divers horizons de suivre la soirée de lancement de Brazzaville acoustique festival sur Gravity Congo, organisateur de l'événement, via Youtube, Facebook, TikTok et sur Brazza live via Facebook et Youtube. L'accès au festival est sur réservation.

Merveille Jessica Atipo



MUSIQUE URBAINE

«Zala na taille» de DJ Chris Wayne un single conquérant

Chanson communément appelée générique, «Zala na taille» est le douzième single du DJ Chris Wayne. Tonitruante, cette chanson disponible sur toutes les plates-formes de téléchargement, à peine mis sur le marché, a déjà conquis le public. Il précède l'album « Laweka » dont la sortie est prévue dans les prochains mois.

DJ d'État comme il aime se faire appeler, Chris Wayne de son identité Chris Junior Fidèle Mouzabakani, est un artiste polyvalent originaire de la République du Congo, qui se distingue en tant que chanteur, compositeur et DJ. Il vient de mettre sur le marché le single «Zala na taille» qui veut dire en français «Avoir la taille». A travers cette chanson, DJ Chris Wayne fait ressortir l'étude qu'il a menée sur la préférence des femmes vis-à-vis des hommes. Les femmes pour la plupart, révèle-t-il selon son étude, ont une préférence pour des hommes grands. « Au Congo, par exemple, mes études ont montré que les femmes ont tendance à préférer les hommes plus grands. Pour elles, la taille idéale est 1,90m », dit-il. En réalité, la taille n'est qu'un facteur parmi d'autres, simplement un élément qui peut être perçu comme attrayant, indique le DJ. Mais, outre la taille, poursuit-il,

d'autres femmes parmi elles ajoutent bien d'autres aspects, tels que le caractère, l'intelligence, l'humour ou encore l'attitude qu'il faut prendre en ligne de compte.

«Zala na taille», est une chanson prometteuse. Au regard de son succès, DJ Chris Wayne, lui promet une bonne campagne. « Je ferai de mon mieux pour promouvoir mon single à travers les spectacles ». Depuis 2010 avec sa première chanson intitulée «Centenaire» jusqu'à 2025 avec «Zala na taille», DJ Chris Wayne a utilisé plusieurs styles musicaux pour ses enregistrements, notamment le ndombolo, la rumba, le coupé-décalé, l'afro-beat, le soukous, le world..., jusqu'à transformé un film en chanson. Il s'agit de la chanson «Pananawé» ; un maxi single de quatre titres que sont, «C'est le boa», «Pananawé» (titre phare), «La Weka la weka» et un bonus «Fongola lopango», lancé en mars 2019.

La chanson «Zala na taille» est le douzième single de DJ Chris Wayne après le maxi single « Elengui », chanté et animé avec l'ancien prestataire de l'orchestre Extra musica zangul, Arafat 23 500 volts d'animation, en septembre 2021. Il contenait deux titres, dont une rumba portant le titre éponyme «Elengui» et un générique sous le titre «Le goût de ça». Tous les singles et maxi singles accompagnés des clips vidéos et mis sur le marché par DJ Chris Wayne sont des autoproductions. Jusque-là, il a la recherche d'un distributeur pour les mettre en support disk compact (CD), mais hélas! « Je profite de l'occasion pour remercier le PDG Hervé Ngoma de Génevieve club, Janel Koubemba, Vianney Cartel, Mozart Santé, Bondji, Soraya intime, Dorcas Tsoumou, Bac's record, Yokohama et Eddy Ross BTZ pour leur soutien multiforme sans lequel ces singles et maxi singles ne se-

raient pas rendus disponibles », exprime-t-il sa reconnaissance.

Chris Junior Fidèle Mouzabakani, s'inspire des grands noms de la musique

La créativité musicale de DJ Chris Wayne s'étend à de nombreuses chansons qui résonnent au niveau national. Fièremment Congolais, il est aussi le créateur de la danse «Chicha». En tant que DJ, il marie sa passion pour la musique avec des talents de mixage exceptionnels. Son titre «Mopacho» a conquis un public international, faisant vibrer les Congolais du nord au sud. DJ Chris Wayne, est un artiste né. En effet, dès son jeune âge, à 5 ans précisément, le jeune Mouzabakani écoutait déjà les belles œuvres artistiques de Franco, Tabu Ley Rochereau, Bob Marley, Michael Jackson, Koffi Olomidé, Junior Val, Fally Ipupa, Bill Clinton, ... Ce sont ces écoutes qui lui ont donné le goût de faire

de la musique.

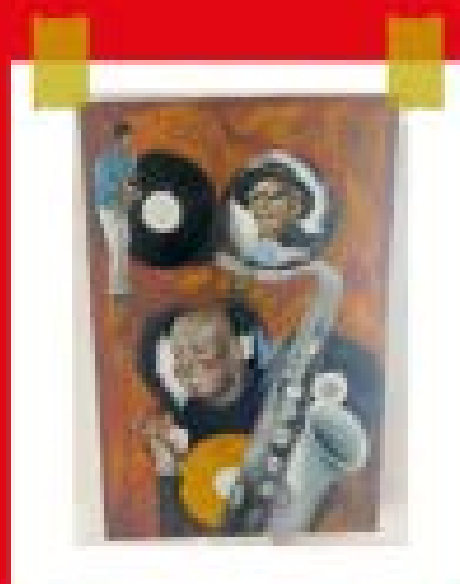
Inspiré par Flavour, DJ Chris Wayne débute sa carrière musicale en 2010 avec l'enregistrement de sa première chanson intitulée «Centenaire», suivi de «Tu vas te blesser». Puis deux ans plus tard, soit en 2012, il lance «La chicha», une chanson qui l'a hissé sur la scène musicale jusqu'à faire de lui ce qu'il est devenu aujourd'hui. C'est au regard de ce succès que Chris-Wayne a été amené à créer en 2016 son propre groupe dénommé « African music stars » ou « Les stars de la musique africaine ». Il a beaucoup travaillé également avec « Bana C4 » dans les années 2014, malheureusement il n'a pas pu enregistrer une chanson comme lors du passage de ce groupe à Brazzaville. Outre ses productions artistiques, DJ Chris Wayne dit DJ d'Etat évolue dans un night-club de la place. Il exploite ses heures libres pour la composition de ses chansons.

Bruno Zéphirin Okokana



PRÉSENTE
LA RUMBA CONGOLAISE
PATRIMOINE IMMATÉRIEL ET CULTUREL
DE L'HUMANITÉ

UNE EXPOSITION VENTE
des œuvres de l'artiste peintre
Bonide Miekoutima



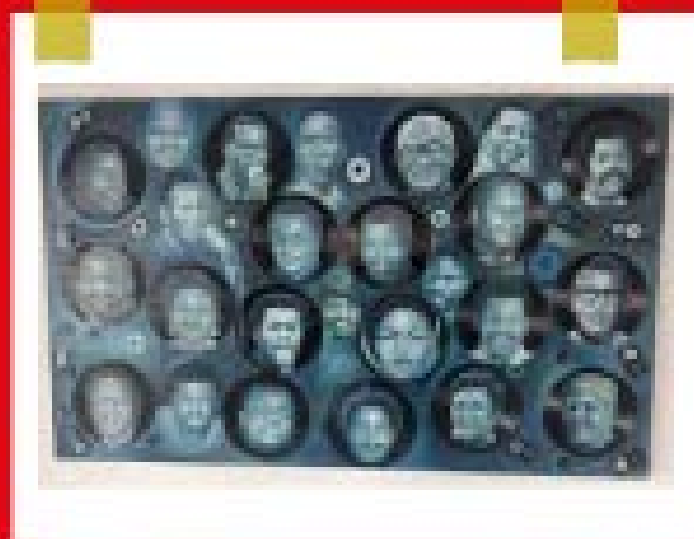
Du 21 juin au
21 août 2025

Dans l'enceinte des
Dépêches

Contact :

+242 06 666 7065

+242 05 396 3535



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
Immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo



CHAN 2024

Le Congo obligé de l'emporter face au Nigeria

La deuxième journée de la phase du groupe D qui s'est achevée le 12 août a placé les Diables rouges en troisième position avec deux points, mais rien d'alarmant puisque leurs chances de qualification restent intactes.

Le dernier match du 19 août à Dar es Salam contre le Nigeria, déjà hors course, est une finale que les Congolais livreront à distance avec le Soudan et le Sénégal qui s'affronteront en même temps. Le Soudan a pris les commandes du groupe grâce à sa brillante victoire 4-0 sur le Nigeria. C'est la deuxième défaite concédée par les Super Eagles dans cette compétition après celle de la première journée contre le Sénégal. Les Lions de la Teranga qui ont sauvé le point du nul contre le Congo 1-1 compte aussi quatre points mais sont devancés à la différence des buts marqués. Ce qui rend encore cette troisième journée plus excitante.

Pour le Nigeria, le match contre le Congo ne compte que pour le beurre. Les Ni-



Les Diables rouges condamnés à l'emporter/DR

gériens, étant déjà éliminés, chercheront peut-être à sortir de cette compétition par la grande porte. Ce qui met d'ailleurs la pression

sur les épaules des Congolais obligés de l'emporter sur la mauvaise défense du groupe (5 buts encaissés en deux matches) et la mau-

vaise attaque (aucun but inscrit) afin de soigner leur différence de buts pour passer le premier tour.

Il n'y a plus de calculs à ce

stade que de jouer leurs chances à fond. Deux cas de figures se présentent pour atteindre les quarts de finale. Si le Congo l'emporte sur un score de 2-0 et que le Soudan et le Sénégal concèdent un nul, toutes les trois sélections auront cinq points. Et dans ces conditions, le Sénégal tenant du titre sera éliminé.

Si le Congo l'emporte peu importe le score et que dans l'autre confrontation il y a un vainqueur aussi, le Congo sera qualifié avec le vainqueur de la rencontre Sénégal-Soudan. Le plus mauvais score pour le Congo sera de faire match nul ou de perdre. Aux Diables rouges de sortir le grand jeu pour répondre aux attentes. A cœur vaillant rien d'impossible !

James Golden Eloué

TOURNOI DE FOOTBALL OUENZÉ LISANGA

FC Maroc sacré champion de la 15^e édition

La 15^e édition du tournoi a livré son verdict, le 12 août, sur le terrain du lycée technique 5 février. La finale qui a opposé AS Elongwa Posso à la formation du FC Maroc s'est soldée en faveur de la deuxième équipe, 4-5 aux tirs au but après un match nul 2-2.

Selon les organisateurs, la prochaine édition sera plus époustouflante. Le public a eu droit aux magnifiques spectacles dans le cadre de la finale de « Ouenzé lisanga » 2025. La détermination et pression du public ont obligé les athlètes à faire de leur mieux sur le terrain. Malgré l'engagement des joueurs sur le terrain, le score final n'a pas suffi pour départager les deux équipes, les obligeant de passer à la phase fatidique des tirs au but.

Le premier but du match a été inscrit par Elongwa Posso, s'en est suivie l'égalisation du FC Maroc. Quelques minutes après, la formation de Maroc a doublé la mise. Le deuxième but d'Elongwa Posso a nourri le suspense jusqu'à la dernière minute. Le public, qui a pris d'assaut le terrain afin d'assister à la finale, a avoué suivre un match digne d'une confron-



tation du football de la rue avec des incompréhensions et les injonctions du public. « J'ai plusieurs souvenirs qui me reviennent lorsque je regarde ces jeunes en train de jouer, parce que je suis passé

par le football de la rue. Merci aux organisateurs de mettre en lumière les jeunes talents. Les enfants ont envie de jouer, les autorités devraient mettre tous les moyens en jeu afin de répondre aux besoins

de ces jeunes Congolais. Il est important que ces rencontres se multiplient dans plusieurs localités afin de découvrir les talents qui sont étouffés par manque de tournoi. J'ai des frissons lorsque je vois ces jeunes manipuler le ballon sur les sables », a déclaré un ancien Diable rouge, Chaleur Mouyabi.

Lancée le 20 juillet par son initiateur, le député élu de la première circonscription de Ouenzé, Juste Désiré Mondelé, cette compétition a pu mobiliser des centaines de supporters lors de chaque match et a facilité la détection des talents. Elle a mis aux prises les équipes du cinquième arrondissement de Brazzaville et vise, selon les organisateurs, à valoriser les jeunes talents et à renforcer l'unité entre les citoyens tout en offrant un divertissement aux jeunes en cette période de vacances. Durant trois se-

maines, seize équipes se sont affrontées dans trois sites afin de dénicher les talents. « C'est un sentiment de satisfaction qui nous anime puisque nous avons découvert les talents. Nous devons mieux les encadrer. Aujourd'hui, tout le monde a gagné puisque l'enjeu de ce tournoi était aussi de dénicher les nouveaux talents puisqu'il y a beaucoup de dirigeants de certaines équipes qui ont assisté à cette compétition et ont apprécié le savoir-faire de certains jeunes », a déclaré Juste Désiré Mondelé.

En termes de récompense, l'équipe de Leninguissa a reçu le trophée de fair-play tandis que le jeune Prince Obongo a glané le titre de meilleur joueur de la compétition. Le trophée de troisième place est revenu à la formation de Mounganga. Outre les médailles et trophées, ces équipes ont reçu des chèques.

Rude Ngoma

DISPARITION

Dernier hommage de la nation à Note Agathon

La nation reconnaissante a rendu, le 12 août, au Palais des congrès de Brazzaville, en présence du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, un dernier hommage à l'ancien président de la Cour constitutionnelle, Note Agathon, décédé le 22 juillet à Nancy en France, à l'âge de 88 ans.

Cadre chevronné de l'administration congolaise, Note Agathon a reçu des hommages dignes de son rang. Le président de la République s'est incliné devant la mémoire de ce grand commis de l'Etat avant de reconforter la famille éplorée. Directeur du travail, de la main-d'œuvre et de la prévoyance sociale en 1963, Note Agathon a assumé les fonctions de directeur général du travail en 1966. Directeur général de la Fonction publique, directeur général de l'Ecole nationale d'administration de Brazzaville en 1972 ; il a été directeur de la Planification et de la Formation au ministère de l'Enseignement technique, professionnel et supérieur, cumulativement avec les fonctions de directeur de l'Ecole nationale d'administration en 1975.

Directeur général de l'Office national du commerce de 1977 à 1984, il a dirigé l'Usine des tissus synthétiques en qualité de directeur général. Inspecteur général d'Etat en 1987, Note Agathon a été directeur général du Centre hospitalier



Le chef de l'Etat s'inclinant devant la mémoire de Note Agathon/DR

et universitaire et président de la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Brazzaville de

1982 à 1983. e président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki, a, dans l'éloge funèbre, salué la mémoire de ce-

lui qui a servi la nation avec un sentiment vif et affectueux, un modèle de la vie au service de la République. « Il assumait cha-

cune de ces responsabilités avec un sens élevé du devoir », a-t-il déclaré en substance.

Parfait Wilfried Douniama

CÉMAC

La BEAC octroie 120 milliards FCFA à la BDEAC

La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) et la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) ont renforcé, le 11 août à Yaoundé, leur partenariat stratégique par la signature d'un avenant majeur. L'accord, paraphé par le gouverneur de la BEAC, Yvon Sana Bangui, et le président de la BDEAC, Dieudonné Evou Mekou, prévoit un apport supplémentaire de 120 milliards de FCFA destiné à consolider la capacité financière et opérationnelle de la BDEAC.

La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) et la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) ont renforcé, le 11 août à Yaoundé, leur partenariat stratégique par la signature d'un avenant majeur. L'accord paraphé par le gouverneur de la BEAC, Yvon Sana Bangui, et le président de la BDEAC, Dieudonné Evou Mekou, prévoit un apport supplémentaire de 120 milliards de FCFA destiné à consolider la capacité financière et opérationnelle de la BDEAC. Détaillée dans l'avenant, la contrepartie

financière sera débloquée en deux tranches : 40 milliards de FCFA en 2025 et 80 milliards de FCFA en 2026. Ces ressources s'inscrivent dans le cadre d'une facilité de compte courant entre les deux institutions, et portent à 240 milliards de FCFA le total des financements accordés par la BEAC via cet instrument. L'objectif affiché est de renforcer la santé financière de la BDEAC afin d'accroître sa capacité à financer des projets d'investissement, tant publics que privés, dans l'espace de la Communauté économique et monétaire de

l'Afrique centrale (Cémac). Cette signature intervient alors que la BDEAC bénéficie déjà d'autres formes d'appui de la part de la BEAC.

Outre la facilité de compte courant, la banque de développement dispose d'une ligne de refinancement dédiée aux investissements productifs, d'un montant de 150 milliards de FCFA. Par ailleurs, la BEAC, en qualité d'actionnaire majoritaire, a porté sa participation au capital de la BDEAC à 501,45 milliards de FCFA (un signe de son engagement durable en faveur

du développement économique de la sous-région). En effet, cet afflux de liquidités vise à permettre à la BDEAC de soutenir un plus grand volume de projets structurants dans les États membres de la Cémac (le Cameroun, le Tchad, la République centrafricaine, le Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon) dans des secteurs prioritaires comme les infrastructures, l'énergie, les transports, l'agriculture et les activités génératrices d'emplois. En renforçant sa marge de manœuvre financière, la BDEAC devrait pouvoir proposer des lignes

de financement plus substantielles et de meilleures conditions aux porteurs de projets, tout en jouant un rôle catalyseur pour attirer des cofinanceurs publics et privés. Sur le plan institutionnel, l'avenant confirme la volonté des deux institutions de coordonner leurs actions : la BEAC, en tant que banque centrale régionale et principale actionnaire, apporte un soutien direct à la banque de développement pour accroître l'impact des politiques publiques de financement du développement.

Fiacre Kombo